

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°53 - 26 novembre 2010

Dublin et Lisbonne se soulèvent contre les plans d'austérité

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : samedi 27 novembre 2010

Démocratie & Socialisme

Les dirigeants néolibéraux de l'Union européenne ont décidé d'utiliser la dette publique comme bélier pour attaquer les acquis sociaux des salariés européens et ramener les déficits publics dans la limite absurde des 3 % fixés par les traités européens.

Les salariés européens ne sont pourtant pour rien dans la hausse vertigineuse des dettes publiques qui ont pour origine immédiate les plans de sauvetage successifs des banques que leur totale irresponsabilité a mené au bord de la banqueroute.

Pour arriver à leurs fins, les dirigeants européens laissent la bride sur le cou aux spéculateurs. Ces derniers font monter les taux auxquels les États doivent se refinancer sur les « marchés financiers » pour rembourser les échéances de leurs dettes. Quand ces taux sont trop élevés et étranglent les États qui ne peuvent plus emprunter, ces mêmes États sont obligés de faire appel aux fonds de l'Union européenne et du FMI qui exigent en contrepartie de leur « aide » des plans d'austérité mettant à mal les acquis sociaux des États concernés.

C'est ce qu'ils ont fait subir au peuple grec. C'est ce qu'ils cherchent à imposer au peuple irlandais puisqu'à Dublin, les vautours du FMI et de l'UE se sont mis d'accord avec le gouvernement irlandais pour imposer un plan d'austérité implacable au peuple irlandais.

Sous la pression des spéculateurs et des agences de notation et pour prévenir l'arrivée de l'« aide » de l'Union européenne et du FMI, les gouvernements socialistes, espagnols et portugais, ont fait voter par leurs parlements respectifs des plans d'austérité préventifs.

Mais cela n'est pas suffisant pour les spéculateurs qui continueront à harceler les États européens jusqu'à ce que le dernier acquis social ait disparu et soit passé dans leurs poches. Les 4 plans d'austérité successifs imposés au peuple grec ne les ont pas satisfaits. Ils exigent un nouveau plan d'austérité et pour y parvenir imposent des taux de refinancement de sa dette de 11 à 12 % à l'État grec alors que les taux des obligations allemandes de même durée (10 ans) sont inférieurs à 3 %.

Le gouvernement portugais soumis au même type de pression par les spéculateurs prépare un nouveau plan d'austérité dont les salariés seront une nouvelle fois les seuls à subir les effets.

Les salariés grecs ont répondu massivement, à quatre reprises, à l'appel à la grève générale de leurs syndicats. Les salariés espagnols et portugais se sont eux aussi lancés dans des grèves générales d'une journée. La dernière grève générale organisée au Portugal, le 24 novembre 2010, a été un énorme succès. « C'est la plus grande grève jamais réalisée » selon Joao Proença secrétaire général de l'UGT. Les salariés français mènent une lutte massive, déterminée, prolongée contre la réforme scélérate de leurs retraites que voudrait leur imposer Sarkozy. Les mobilisations sociales sont de plus en plus massives et commencent à s'encourager les unes les autres.

La crise est maintenant passée du plan social au plan politique. Le gouvernement Sarkozy est aujourd'hui totalement isolé, la droite est éclatée et les perspectives électorales aux cantonales et aux sénatoriales sont catastrophiques pour l'UMP.

Les électeurs grecs se sont massivement abstenus (54 % des électeurs inscrits) alors que le vote est obligatoire ou ont voté blanc (6 %) lors des dernières élections régionales grecques qui se sont transformées en un véritable référendum contre la politique d'austérité de Papandréou.

Dublin et Lisbonne se soulèvent contre les plans d'austérité

La crise politique irlandaise vient de provoquer l'explosion du gouvernement de coalition entre la droite et les Verts, la dissolution du Parlement et l'organisation de nouvelles élections législatives en janvier.

Cette crise marque une nouvelle étape dans le développement d'une crise politique et sociale qui a toutes les chances d'embraser l'Europe entière si les dirigeants européens continuent à utiliser les dettes publiques comme levier pour s'attaquer aux acquis sociaux des salariés européens.